



CONTACT



istituto.toniolo@azionecattolica.it
presidenzanazionale@azionecattolica.it
info@catholicactionforum.org



Istituto Giuseppe Toniolo
Azione Cattolica Italiana
International Forum of Catholic Action

Via della Conciliazione 1 - 0193 ROMA
+39 00661321

L'événement se déroule à la fin du Jubilé pour les associations et les mouvements et à l'occasion de l'initiative Une minute pour la paix que la FIAC propose chaque 8 juin depuis 2014, année où le pape François a organisé dans les jardins du Vatican, précisément le 8 juin, une rencontre pour invoquer la paix, avec le président d'Israël de l'époque, Shimon Peres, le président de l'Autorité nationale palestinienne, Mahmoud Abbas - Abu Mazen et en présence du patriarche de Constantinople, Bartholomée Ier.

Le congrès est structuré en quatre moments : les salutations institutionnelles, une session introductive avec une intervention sur le thème « La message franciscain « Pax et Bonum » de l'Italie au monde et son actualité » ; une session scientifique sur le thème « Le droit international dans la crise globale. La seule voie de dialogue entre les nations pour la prévention et la résolution des conflits et pour la promotion de la paix ; une session de témoignages de pays en conflit sur la formation de consciences de paix et de réconciliation.

À la fin de la conférence, une procession aux flambeaux a été organisée sur la Piazza Pia pour invoquer la paix.

Les participants à la conférence étaient les membres du secrétariat du Forum international d'Action catholique représentant les 27 pays membres, adhérents de l'Action Catholique Italienne (en particulier de l'AC de Rome et des diocèses du Latium), jeunes de différentes confessions et religions, responsables des associations et mouvements internationaux présents à Rome à l'occasion de leur Jubilé les 7 et 8 juin, organismes et associations en réseau avec l'AC Italienne.

CONGRÈS INTERNATIONAL

ROME
et EN LIGNE

SALLE SAINT PIE X
VIA DELL'OSPEDALE 1

Pax et bonum.
CONSTRUIRE LA PAIX
POUR LE BIEN COMMUN,
SUR LA VOIE
DU DROIT INTERNATIONAL

DIMANCHE
8 JUIN 2025
17h30-20h00

Marche aux
flambeaux
POUR INVOCER LA PAIX
ROME, PIAZZA PIA
21h00



FOCUS THÉMATIQUES

Rétablir la primauté du droit international en tant qu'instrument de dialogue dans le contexte mondial actuel de nombreux conflits est un défi complexe, mais un objectif essentiel pour réduire les conflits armés et les plaies ouvertes de la multipolarité : migrations incontrôlées, inégalités croissantes, changement climatique, insécurité alimentaire, pandémies et intelligence artificielle incontrôlées.

Renforcer les tribunaux internationaux : renforcer l'autorité et la compétence d'institutions telles que la Cour pénale internationale (CPI) et la Cour internationale de justice (CIJ) afin de tenir pour responsables les auteurs de crimes de guerre et de crimes internationaux, indépendamment de leur position ou de leur nationalité. Cela nécessite une coopération renforcée de la part des États et un financement augmenté de ces institutions.

To reform the United Nations Security Council: to address the limitations of the UN Security Council, in particular the veto power of permanent members, which can be an obstacle to effective action in conflict prevention and resolution. This could involve broadening the Council's composition to better reflect the current geopolitical landscape and revisiting the singular veto mechanism, which could be superseded by a qualified majority.

Promouvoir les initiatives multilatérales : encourager et faciliter le dialogue entre les nations à travers des plateformes multilatérales telles que l'ONU, les organisations régionales et les conférences internationales. Ces plateformes peuvent servir d'espaces pour la prévention et la résolution des conflits, la médiation et les mesures de renforcement de la confiance et de la vérité factuelle.

Encourager la diplomatie de deuxième niveau par des dialogues et des échanges informels impliquant des acteurs de la société civile, des universitaires et des experts de différents pays. Ceux-ci peuvent contribuer à promouvoir la compréhension, à instaurer la confiance et à créer des canaux de communication, même en pleine période de conflit.

Promouvoir les objectifs de développement durable et aborder des questions telles que la pauvreté, les inégalités et le changement climatique, qui peuvent contribuer aux conflits et à l'instabilité.

Soutenir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous les individus, indépendamment de leur nationalité, de leur appartenance ethnique ou de leur religion. Cela peut contribuer à prévenir les conflits et à créer un ordre international plus juste et plus équitable.

Promouvoir l'éducation au droit international : intégrer l'éducation au droit international et aux droits humains dans les programmes scolaires et les campagnes de sensibilisation publique afin de promouvoir une culture de respect des normes et des principes internationaux.

Exiger le bon exemple des États : ils doivent démontrer leur engagement envers le droit international en respectant constamment leurs obligations légales et en respectant les institutions internationales. Un système d'indices indépendants pourrait surveiller la dynamique de l'engagement effectif des États vis-à-vis des objectifs convenus et des pressions diplomatiques, des sanctions et des mécanismes juridiques pourraient être prévus.

INTERVENANTS

par ordre alphabétique

Vincenzo BUONOMO

Délégué pontifical à l'Université Pontificale Urbaniana

Sandro CALVANI

Président du Conseil scientifique de l'Institut Toniolo

Nicoletta DENTICO

Experte en coopération et droits de l'homme, Society for International Development (SID)

Emanuela GITTO

Vice-présidente de l'Action catholique italienne

Rafael GROSSI

Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Emilio INZAURRAGA

Responsable FIAC Amérique, professeur

Monica LUGATO

Professeur ordinaire de droit international, LUMSA

Cardinal Pierbattista PIZZABALLA

Patriarche latin de Jérusalem

Monseigneur Pero SUDAR

ancien évêque auxiliaire de Sarajevo

Isabel TRUJILLO

Professeur associé de philosophie du droit, Université de Palerme